

Considérant qu'il ne reste donc au pouvoir exécutif que peu de temps pour prendre les arrêtés d'exécution requis par la loi – qui date du 15 décembre 2013 – avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 janvier 2007 portant exécution de l'article 2, 6<sup>o</sup>, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine est complété par la phrase suivante :

"La page "Coordonnées de la victime" de la déclaration de la victime est conservée dans une farde séparée qui ne fait pas partie du dossier de l'exécution de la peine."

**Art. 2.** Dans l'intitulé "Section 1<sup>re</sup> – Disposition spécifique relative aux victimes visées à l'article 2, 6<sup>o</sup>, a), de la loi" du Chapitre III du même arrêté, le mot "a)" est remplacé par les mots "a) et b)".

**Art. 3.** Dans l'intitulé "Section 2 – Disposition spécifique relative aux victimes visées à l'article 2, 6<sup>o</sup>, b) et c), de la loi" du Chapitre III du même arrêté, les mots "b) et c)" sont remplacés par les mots "c), d) et e)".

**Art. 4.** Dans l'article 7 du même arrêté, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

"Lorsque le condamné demande une copie du dossier ou chaque fois que le dossier est tenu à la disposition du condamné et de son conseil pour consultation, le greffe veille à ce que la farde contenant la page "Coordonnées de la victime" ne figure pas dans le dossier".

**Art. 5.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 7bis rédigé comme suit :

Art. 7bis. La victime qui souhaite comparaître en personne à l'audience pour être entendue sur les conditions imposées dans son intérêt et qui ne comprend pas la langue de la procédure le fait savoir au ministère public par le moyen de communication écrit le plus rapide dès qu'elle reçoit le pli judiciaire qui l'informe des lieu, jour et heure de l'audience. Le ministère public prend les mesures appropriées pour que la victime soit assistée d'un interprète juré à l'audience."

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Art. 7.** Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 26 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,  
Mme A. TURTELBOOM

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2013/09581]

26 DECEMBRE 2013. — Arrêté royal portant exécution du Titre II de la loi du 27 décembre 2012 portant des dispositions diverses en matière de justice

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, notamment l'article 16, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2;

Vu le fait que l'article 16, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 20 juillet 1990 dispose ce qui suit : "L'exécution de la détention sous surveillance électronique, qui implique la présence permanente de l'intéressé à une adresse déterminée, exception faite des déplacements autorisés, a lieu conformément aux modalités fixées par le Roi.";

Overwegende dat aldus de uitvoerende macht, slechts een korte termijn rest om de door de wet – die pas dateert van 15 december 2013 – genoodzaakte uitvoeringsbesluiten te kunnen nemen voor 1 januari 2014.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 1, 4<sup>o</sup>, tweede lid, van het koninklijk besluit van 29 januari 2007 tot uitvoering van artikel 2, 6<sup>o</sup>, van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten wordt aangevuld als volgt :

"De pagina 'Contactgegevens slachtoffer' van de slachtofferverklaring wordt in een aparte map bewaard die geen deel uitmaakt van het strafuitvoeringsdossier."

**Art. 2.** In het opschrift "Afdeling 1 – Specifieke bepaling ten aanzien van de slachtoffers bedoeld in artikel 2, 6<sup>o</sup>, a), van de wet" van Hoofdstuk III, van hetzelfde besluit, wordt het woord "a)" vervangen door de woorden "a) en b)".

**Art. 3.** In het opschrift "Afdeling 2 – Specifieke bepaling ten aanzien van de slachtoffers bedoeld in artikel 2, 6<sup>o</sup>, b) en c) van de wet" van Hoofdstuk III, van hetzelfde besluit worden de woorden "b) en c)" vervangen door de woorden "c), d), en e)".

**Art. 4.** In artikel 7, van hetzelfde besluit, wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende:

"De griffie waakt er over dat, wanneer de veroordeelde een afschrift van het dossier vraagt of telkens wanneer het dossier voor inzage ter beschikking wordt gesteld van de veroordeelde en zijn raadsman, de map die de pagina 'Contactgegevens slachtoffer' bevat, zich niet in het dossier bevindt."

**Art. 5.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 7bis ingevoegd, luidende :

"Art. 7bis. Het slachtoffer dat in persoon wenst te verschijnen op de zitting om te worden gehoord over de slachtoffergerichte voorwaarden en dat de taal van de rechtspleging niet begrijpt, deelt dit bij ontvangst van de gerechtsbrief waarmee het in kennis wordt gesteld van de dag, het uur en de plaats van de zitting, onverwijld mee aan het openbaar ministerie via het snelst mogelijke schriftelijke communicatiemiddel. Het openbaar ministerie neemt de gepaste maatregelen opdat het slachtoffer op de zitting kan worden bijgestaan door een beëdigd tolk."

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014.

**Art. 7.** De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, 26 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,  
Mevr. A. TURTELBOOM

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2013/09581]

26 DECEMBER 2013. — Koninklijk besluit houdende tenuitvoerlegging van Titel II van de wet van 27 december 2012 houdende diverse bepalingen betreffende justitie

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, in het bijzonder artikel 16, § 1, tweede lid;

Gelet op het feit dat artikel 16, § 1, tweede lid, van de wet van 20 juli 1990 het volgende stelt 'de uitvoering van de hechtenis onder elektronisch toezicht, die inhoudt dat de betrokkene, met uitzondering van toegestane verplaatsingen, voortdurend op een bepaald adres moet verblijven, vindt plaats overeenkomstig de door de Koning bepaalde nadere regels';

Vu le titre II de la loi du 27 décembre 2012 portant des dispositions diverses en matière de justice, qui modifie la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive afin d'instaurer la détention sous surveillance électronique, notamment l'article 11, qui dispose que ce titre entre en vigueur à une date à fixer par le Roi, et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2014;

Vu le fait que le développement à la fois technique et pratique de la détention sous surveillance électronique requerrait quelque temps afin de pouvoir faire entrer celle-ci en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014 avec les garanties et l'encadrement nécessaires;

Vu l'urgence, motivée par la circonstance qu'il convenait de préparer et de développer l'encadrement technique et pratique des dispositions légales précitées pour que celles-ci puissent entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014 avec les garanties nécessaires et que, dès lors, les dispositions exécutoires qui régissent la détention sous surveillance électronique doivent être fixées en urgence;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 décembre 2013;

Vu l'avis 54.763/3 du Conseil d'Etat, donné le 19 décembre 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Centre national de surveillance électronique (ci-après nommé 'CNSE') est le service auprès du Service public fédéral Justice compétent pour assurer la mise en œuvre et le suivi de la détention sous surveillance électronique.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque le juge d'instruction décide que le mandat d'arrêt doit être exécuté sous surveillance électronique, il en informe le directeur du CNSE, ou son délégué, par téléphone et lui transmet une copie du mandat d'arrêt par le moyen de communication le plus rapide.

§ 2. L'inculpé est immédiatement conduit à la maison d'arrêt désignée dans le mandat d'arrêt. Il y séjourne le temps strictement nécessaire au placement et à l'activation du matériel de surveillance électronique.

§ 3. Dès que le matériel est activé en prison, l'inculpé se rend à l'adresse de résidence pour que le CNSE puisse y installer le box de surveillance.

Si l'inculpé est absent ou si le CNSE ne peut accéder à la résidence, le juge d'instruction en est informé. Il informe le CNSE par le moyen de communication le plus rapide de sa décision quant à la poursuite de la modalité avec copie au directeur de la prison.

Le CNSE informe le juge d'instruction par le moyen de communication le plus rapide possible avec copie au directeur de la prison si l'activation du matériel de surveillance électronique est impossible pour des raisons indépendantes de la volonté de l'inculpé. L'inculpé est invité à retourner à la prison; il y restera dans l'attente d'une décision du juge d'instruction quant à la poursuite de la modalité.

**Art. 3.** Vingt-quatre heures au moins avant la comparution devant la juridiction d'instruction, le greffier informe le directeur du CNSE ou son délégué, avec copie au directeur de la prison des lieux, date et heure de l'audience.

**Art. 4.** Lorsque la juridiction d'instruction décide que la détention préventive doit être subie sous la modalité de la surveillance électronique, elle précise dans sa décision l'adresse à laquelle cette modalité sera exécutée.

Gelet op Titel II van de wet van 27 december 2012 houdende diverse bepalingen betreffende justitie, die de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis wijzigt teneinde de hechtenis onder elektronisch toezicht in te voegen, in het bijzonder artikel 11, dat stelt dat deze titel in treedt werking op een door de Koning te bepalen datum, en uiterlijk op 1 januari 2014;

Gelet op het feit dat het op punt stellen van zowel de technische als de praktische uitwerking van de hechtenis onder elektronisch toezicht enige tijd vroeg teneinde deze op 1 januari 2014 met de nodige waarborgen en omkadering in werking te kunnen laten treden;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de technische en praktische omkadering van de voornoemde wettelijke bepalingen moest worden voorbereid en uitgewerkt opdat de bepalingen met de nodige waarborgen in werking kunnen treden op 1 januari 2014 waardoor aldus de uitvoeringsbepalingen die de hechtenis onder elektronisch toezicht beheersen dringend moeten worden vastgelegd;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 december 2013;

Gelet op het advies 54.763/3 van de Raad van State, gegeven op 19 december 2013, in toepassing van artikel 84, §1, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het Nationaal Centrum voor Elektronisch Toezicht (hierna 'NCET' genoemd) is de dienst bij de Federale Overheidsdienst Justitie die bevoegd is voor de uitvoering en opvolging van de hechtenis onder elektronisch toezicht.

**Art. 2. § 1.** Wanneer de onderzoeksrechter beslist dat het bevel tot aanhouding onder elektronisch toezicht moet worden uitgevoerd, brengt hij de directeur van het NCET, of zijn afgevaardigde, daarvan telefonisch op de hoogte en bezorgt hij hem een kopie van het bevel tot aanhouding via het snelste communicatiemiddel.

§ 2. De inverdenkinggestelde wordt onmiddellijk naar het arresthuis gebracht dat in het bevel tot aanhouding is vermeld. Hij verblijft er de tijd die strikt noodzakelijk is voor de plaatsing en de activering van het materiaal voor het elektronisch toezicht.

§ 3. Zodra het materiaal in de gevangenis is geactiveerd, begeeft de inverdenkinggestelde zich naar het adres van de verblijfplaats opdat het NCET daar de bewakingsbox kan installeren.

Indien de inverdenkinggestelde afwezig is op de verblijfplaats of het NCET geen toegang krijgt tot de verblijfplaats, wordt de onderzoeksrechter daarvan op de hoogte gebracht. De onderzoeksrechter stelt het NCET in kennis van zijn beslissing via het snelste communicatiemiddel inzake de al dan niet verderzetting van de modaliteit, met een kopie aan de gevangenisdirecteur.

Het NCET stelt de onderzoeksrechter in kennis via het snelste communicatiemiddel, met een kopie aan de gevangenisdirecteur, indien de activering van het materiaal voor elektronisch toezicht onmogelijk is om redenen buiten de wil van de inverdenkinggestelde. De inverdenkinggestelde wordt verzocht om terug te keren naar de gevangenis; hij blijft daar in afwachting van een beslissing van de onderzoeksrechter over het voortzetten van de modaliteit.

**Art. 3.** Minimum vierentwintig uur voor de verschijning voor het onderzoeksgerecht stelt de griffie de directeur van het NCET of zijn afgevaardigde in kennis van de plaats, datum en uur van de zitting, met een kopie aan de gevangenisdirecteur.

**Art. 4.** Wanneer het onderzoeksgerecht beslist dat de voorlopige hechtenis onder de modaliteit van het elektronisch toezicht moet worden ondergaan, bepaalt het in zijn beslissing het adres waarop die modaliteit moet worden uitgevoerd.

**Art. 5.** Si le ministère public interjette appel ou se pourvoit en cassation contre la décision de la juridiction d'instruction de libérer l'inculpé, il en informe le directeur du CNSE ou son délégué, avec copie au directeur de la prison.

**Art. 6.** Les déplacements autorisés en vertu de l'article 16, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 de la loi sont les suivants :

- les déplacements nécessaires dans le cadre d'une procédure judiciaire y compris les déplacements vers les services de police;
- les déplacements pour urgences médicales;
- les déplacements en cas de force majeure.

**Art. 7.** Si le juge d'instruction décide de lever le mandat d'arrêt, il informe le directeur du CNSE ou son délégué, via le moyen de communication le plus rapide avec copie au directeur de la prison.

**Art. 8.** Lorsque, en application de l'article 24bis de la loi du 20 juillet 1990 concernant la détention préventive, le juge d'instruction décide de révoquer la modalité de la surveillance électronique, il communique immédiatement sa décision au directeur du CNSE ou son délégué via le moyen de communication le plus rapide avec copie au directeur de la prison. A sa requête, la police va chercher l'inculpé et le conduit à la prison.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le CNSE informe le juge d'instruction et le directeur de la prison de tous les événements constitutifs d'évasion via le moyen de communication le plus rapide.

Dans ce cas il en informe également la police.

§ 2. Le CNSE informe également le juge d'instruction via le moyen de communication le plus rapide lorsque l'inculpé n'est pas joignable par téléphone, sort de la zone géographique déterminée et n'est pas joignable par téléphone, tente de se soustraire à la surveillance électronique, endommage intentionnellement le matériel de surveillance électronique ou refuse l'accès à son lieu de résidence à l'agent de l'unité mobile du CNSE.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Art. 11.** Le ministre qui a la justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 26 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,  
Mme A. TURTELBOOM

**Art. 5.** Indien het openbaar ministerie hoger beroep of cassatie beroep instelt tegen de beslissing tot invrijheidstelling van de inverdenkinggestelde door het onderzoeksgerecht, stelt het de directeur van het NCET of zijn afgevaardigde daarvan in kennis, met een kopie aan de gevangenisdirecteur.

**Art. 6.** De toegestane verplaatsingen krachtens artikel 16, § 1, tweede lid, van de wet zijn de volgende:

- de verplaatsingen die nodig zijn in het kader van een gerechtelijke procedure met inbegrip de verplaatsingen naar de politiediensten.
- de verplaatsingen omwille van een medisch spoedgeval;
- de verplaatsingen in geval van overmacht.

**Art. 7.** Indien de onderzoeksrechter beslist om het bevel tot aanhouding op te heffen, stelt hij de directeur van het NCET of zijn afgevaardigde daarvan in kennis via het snelste communicatiemiddel, met een kopie aan de gevangenisdirecteur.

**Art. 8.** Wanneer de onderzoeksrechter, met toepassing van artikel 24bis van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, beslist om de modaliteit houdende elektronisch toezicht te herroepen, deelt hij zijn beslissing onmiddellijk via het snelste communicatiemiddel mee aan de directeur van het NCET of zijn afgevaardigde, met een kopie aan de gevangenisdirecteur. Op zijn verzoek, zal de politie de inverdenkinggestelde ophalen en hem naar de gevangenis brengen.

**Art. 9.** § 1. Het NCET stelt de onderzoeksrechter en de gevangenisdirecteur in kennis van alle gebeurtenissen die een ontsnapping vormen via het snelste communicatiemiddel.

In dat geval licht het tevens de politie daarover in.

§ 2. Het NCET licht tevens de onderzoeksrechter in via het snelste communicatiemiddel wanneer de inverdenkinggestelde niet bereikbaar is via telefoon, de vastgestelde geografische zone verlaat en niet bereikbaar is via telefoon, zich probeert te onttrekken aan het elektronisch toezicht, het elektronisch bewakingsmateriaal opzettelijk beschadigt of de toegang tot de verblijfplaats weigert aan het personeelslid van de mobiele eenheid van het NCET.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014.

**Art. 11.** De Minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, 26 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
Mevr. A. TURTELBOOM

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2013/09569]

27 DECEMBRE 2013. — Arrêté ministériel remplaçant l'arrêté ministériel du 30 janvier 2007 fixant le modèle de la déclaration de la victime visé à l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 29 janvier 2007 portant exécution de l'article 2, 6<sup>o</sup>, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine

Le Ministre de la Justice,

Vu la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, notamment l'article 2, 6<sup>o</sup>;

Vu la loi du 26 avril 2007 relative à la mise à disposition du tribunal de l'application des peines;

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2013/09569]

27 DECEMBER 2013. — Ministerieel besluit tot vervanging van het ministerieel besluit van 30 januari 2007 tot vaststelling van het model van de slachtofferverklaring zoals bedoeld in artikel 1, 4<sup>o</sup> van het koninklijk besluit van 29 januari 2007 tot uitvoering van artikel 2, 6<sup>o</sup>, van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten

De Minister van Justitie,

Gelet op de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, inzonderheid op artikel 2, 6<sup>o</sup>;

Gelet op de wet van 26 april 2007 betreffende de terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank;